

**Le Grand Conseil  
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat  
des Kantons Bern**

Mardi (soir) 29 novembre 2016

**Direction de la police et des affaires militaires**

**62      2016.RRGR.561      Motion 106-2016 Lanz (Thoune, UDC)  
Subventions périodiques prélevées sur le Fonds de loterie pour tous les châteaux  
d'importance nationale**

N° de l'intervention: 106-2016  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 30.05.2016  
Déposée par: Lanz (Thoune, UDC) (porte-parole)  
Beutler (Gwatt, UDF)  
de Meuron (Thun, Les Verts)  
Dumermuth (Thoune, PS)  
Jost (Thoune, PEV)  
Siegenthaler (Thoune, PS)  
Cosignataires: 0  
N° d'ACE: 986/2016 du 31 août 2016  
Direction: POM

**Subventions périodiques prélevées sur le Fonds de loterie pour tous les châteaux  
d'importance nationale**

Le Conseil-exécutif est chargé d'élaborer un projet autorisant les communes propriétaires de châteaux inscrits à l'inventaire des monuments historiques d'importance nationale (liste A) à toucher des subventions périodiques prélevées sur le Fonds de loterie.

**Développement :**

La conservation des châteaux d'importance historique nous tient tous à cœur mais il est de notoriété publique que leur entretien coûte très cher. Le Fonds de loterie y participe en accordant des subventions périodiques conséquentes (à titre d'exemple, chaque année, Oberhofen touche 565 000 francs, Hünegg 220 000 francs, Schwarzenbourg 95 000 francs). Or, selon la réglementation en vigueur, seules les organisations d'utilité publique ne s'acquittant d'aucune obligation de droit public peuvent bénéficier de telles subventions. Ce qui exclut donc les communes.

L'objectif était visiblement de restreindre autant que possible le cercle des bénéficiaires. Le canton part du principe que les fondations et associations d'utilité publique disposent de sources de recettes limitées. Or force est d'admettre que les sources de recettes des communes – soumises à la concurrence fiscale et à une pression sur les coûts – sont de facto très restreintes. La réglementation actuelle contraint les organismes de droit public propriétaires de châteaux à s'adapter. Parmi les châteaux d'importance nationale figure celui de Thoune, en mains communales. D'autres solutions (fondations, propriété privée) ont été trouvées ou sont recherchées pour la grande majorité des autres châteaux. La solution de la fondation présente un attrait évident en offrant la possibilité de toucher des subventions périodiques prélevées sur le Fonds de loterie. Le dernier exemple en date est le château de Berthoud qui, sous la forte impulsion du canton, est désormais la propriété d'une nouvelle fondation. Le choix d'une fondation a été motivé au conseil municipal de Berthoud en arguant qu'elle remplissait ainsi toutes les conditions pour pouvoir bénéficier des subventions périodiques prélevées sur le Fonds de loterie aux fins de l'entretien du château.

Il n'est guère réjouissant que des communes cèdent leurs bâtisses emblématiques à des fondations pour en garantir l'entretien. Car les citoyennes et citoyens peuvent se voir ainsi dépossédés à jamais de tout droit de regard sur le destin des châteaux, puisqu'il faut, selon l'appréciation faite par la POM, garantir une large indépendance entre l'organisme responsable et la commune. La réglementation actuelle joue ainsi en défaveur des organismes dont le seul et

unique but est justement d'assumer des tâches publiques et sur lesquels les citoyennes et citoyens peuvent exercer une influence démocratique. Cette situation juridique paraît difficilement compréhensible au vu de son caractère préjudiciable.

Pour garantir l'égalité de traitement, il convient d'élaborer le cadre légal permettant d'accorder aux communes des subventions périodiques destinées à l'entretien des châteaux d'importance nationale.

### Réponse du Conseil-exécutif

L'article 32 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1) charge le canton et les communes de la sauvegarde des biens culturels. La législation sur la protection des monuments historiques<sup>1</sup> définit précisément la conservation et la protection de ces objets afin de préserver ce patrimoine au mieux et de le transmettre aux générations futures.

Après la dissolution de la Société coopérative de loterie SEVA en 2003 et la mise en œuvre de la réforme de l'administration et de la stratégie de vente qui y était liée, il est apparu que l'entretien et la remise en état de monuments historiques de grande taille pourraient poser problème à certains organismes. Partant, après une analyse approfondie, la législation sur les loteries a été complétée par une disposition permettant de verser des subventions périodiques à des organisations poursuivant des buts de pure utilité publique pour la protection et la conservation des monuments historiques accessibles au public qu'elles administrent (art. 48a de la loi du 4 mai 1993 sur les loteries, LLot; RSB 935.52).

Ce faisant, l'objectif était de soutenir ces organisations – en règle générale des fondations – en vue de l'entretien de tels biens, lequel peut se révéler une lourde charge du fait que leurs sources de revenus, contrairement à celles de collectivités de droit public telles que les communes, sont limitées. En fin de compte, ce soutien visait à prévenir la reprise du bien par le canton, prévue dans divers statuts, au cas où l'organisation concernée se verrait dans l'impossibilité d'en assumer correctement l'entretien pour des raisons financières. Ce n'est toutefois pas l'entretien d'un bien culturel, mais bien son exploitation qui génère la majeure partie des frais. En effet, ce volet comprend notamment des frais de personnel et d'administration dont la prise en charge constitue la véritable difficulté pour beaucoup d'organisations.

Même si l'octroi de subventions périodiques provenant du Fonds de loterie pour l'entretien aux seules organisations d'intérêt public est encore conforme à la législation sur les loteries aux plans fédéral et cantonal, le Conseil-exécutif souligne que sur ce point, en comparaison avec d'autres cantons, Berne occupe une place à part.

De tout temps, les recettes de loterie (capital étranger affecté à un but précis) ont été soumises à un principe essentiel: elles ne peuvent être affectées à l'exécution de tâches imposées par la législation. Des institutions publiques ne sauraient en effet avoir la possibilité de parfaire leur budget au moyen de fonds – non garantis – provenant de loteries. Pour rendre possible le soutien aux organisations d'utilité publique propriétaires de monuments historiques, il a fallu aménager une exception, clairement délimitée, à un autre principe essentiel régissant la législation sur les loteries: le non-versement de subventions périodiques. C'est en effet précisément parce que les recettes de loterie ne peuvent être garanties et que des mesures de régulation à court terme restent sans influence sur elles que les législations correspondantes ne prévoient en règle générale pas de possibilités d'octroyer de subventions périodiques, par souci d'éviter de soudains découverts. À cet égard, il faut se souvenir que la part du canton de Berne aux recettes 2015 de Swisslos avait diminué de dix pour cent par rapport aux années précédentes.

L'argumentation des motionnaires se fonde largement sur la concurrence fiscale, mais aussi sur la nécessité de faire des économies. À cet égard, le Conseil-exécutif juge inopportun que le patrimoine culturel ne soit ainsi abordé que sous l'angle des coûts: en effet, les monuments

<sup>1</sup> Loi du 8 septembre 1999 sur la protection du patrimoine (LPat; RSB 426.41) et ordonnance du 25 octobre 2000 sur la protection du patrimoine (OPat; RSB 426.411)

emblématiques présentent un attrait touristique, lequel génère un surcroît de valeur bienvenu par rapport à d'autres communes. Or, les économies préconisées par les motionnaires peuvent être réalisées au moyen de diverses mesures. L'exemple de Thoune permet en effet de constater que le décompte final relatif aux subventions promises par le Fonds de loterie en vue de l'assainissement et de l'extension du Thun-Panorama, d'un montant de 970 000 francs, n'a été remis qu'en juillet 2016, c'est-à-dire un an et demi après l'ouverture de l'objet. Même si cela peut s'expliquer pour toutes sortes de raisons, d'autres communes se verraient contraintes de modifier leurs priorités si elles devaient faire face à des difficultés de liquidités dans une situation comparable.

Concernant le château de Thoune, dont il est question dans la motion, il convient également de rappeler que le canton de Berne l'a vendu à la commune municipale de Thoune par contrat du 28 juillet 2006 dans le cadre de la stratégie de vente des immeubles cantonaux, avec les objets afférents, pour un prix de 3 400 000 francs. Ce marché est intervenu d'un commun accord. Dès lors, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la commune municipale de Thoune, qui est une corporation de droit public, était propriétaire du bien-fonds abritant le château et les immeubles attenants. À ce titre, la conservation et l'exploitation de ce monument lui incombait.

Par contrat du 8 décembre 2010, la commune municipale de Thoune a vendu les biens immobiliers «neues Schloss», «altes Gefängnis», «Statthalterhaus» et «Abzughaus» en droit de superficie pour une durée de 80 ans à la société anonyme Schlossberg Thun. Cette dernière en a fait l'acquisition pour un prix de 1 600 000 francs et doit verser une rente annuelle minimale du droit de superficie de 26 000 francs. Conformément au contrat de superficie, les objets «Donjon» et «Schlosshof» sont restés aux mains de la commune municipale de Thoune, avec tous les droits et obligations correspondants. D'une part, il y a lieu de constater que la cession de lieux emblématiques à des fondations, une tendance critiquée par les motionnaires, qui la jugent peu heureuse, a été partiellement encouragée par la commune elle-même. De l'autre, l'on ne saurait nier que les recettes découlant de l'accord susmentionné peuvent aussi servir à cette dernière en vue de l'entretien des parts du monument historique en question encore en sa possession.

Au cours des travaux de transformation entamés dès 2013 au château et que le Grand Conseil a généreusement soutenus par des moyens de loterie, la société anonyme Schlossberg Thun et la commune municipale de Thoune ont déposé des demandes auprès du Fonds de loterie en vue de l'octroi de subventions périodiques au sens de l'article 48a LLot.

À diverses occasions, il a été rappelé clairement à la commune municipale de Thoune que l'octroi de subventions périodiques à une corporation de droit public n'est pas conforme à la législation. Or, les motionnaires demandent une révision des bases légales. Si leurs exigences étaient effectivement mises en œuvre, les monuments historiques restés en possession du canton devraient également être soutenus au moyen de subventions périodiques provenant du Fonds de loterie, ce dont les motionnaires ne tiennent pas compte. Ils passent également sous silence les charges financières pesant sur des propriétaires privés en matière d'entretien de monuments historiques. En outre, leur demande fait abstraction du fait que le surcroît de frais généré par la maintenance ou la remise en état d'objets en lien avec la protection du patrimoine donne lieu au versement de montants de la part du Service cantonal des monuments historiques ou du Fonds de loterie. Par ce biais, des frais d'entretien pesant sur des particuliers et des communes font l'objet d'un soutien considérable par des moyens de loterie – alors qu'en fait, cet entretien incomberait au canton en vertu de la Constitution cantonale et de la législation.

Si la motion était mise en œuvre, cela induirait, au vu de l'actuelle répartition des moyens et l'affectation prescrite des recettes de loterie, une importante réduction des subventions périodiques du fait de l'augmentation du nombre des bénéficiaires, ce qui pénaliserait ceux qui les reçoivent aujourd'hui.

Enfin, ni le canton ni les communes ne sont en mesure de satisfaire les conditions de l'article 40a de l'ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520) et de démontrer que des subventions périodiques du Fonds de loterie sont nécessaires, précisément parce qu'à la différence des fondations, ils disposent d'autres sources de revenus.

Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :  
Rejet

**Le président.** Wir kommen zu Traktandum 62, der Motion von Grossrat Lanz. Der Regierungsrat empfiehlt die Ablehnung. Wir führen eine freie Debatte.

**Raphael Lanz, Thoune (PEV).** Es geht also um Schlösser, welche sich im Inventar der Baudenkmäler von nationaler Bedeutung befinden, das heisst auf der sogenannten A-Liste stehen. Aus dem Vortrag wissen wir auch von den wiederkehrenden Beiträgen aus dem Lotteriefonds aus dem Jahr 2014, dass der Unterhalt derartiger Baudenkmäler kostspielig ist. Der Unterhalt kostet natürlich unabhängig davon, in wessen Eigentum sich die Schlösser befinden. Die Lotteriegesetzgebung sieht vor, dass wiederkehrende Beiträge an den Unterhalt geleistet werden können, diese jedoch nur an gemeinnützige Organisationen – also Stiftungen, Vereine, aber auch gemeinnützige Aktiengesellschaften – gehen dürfen. Beiträge für den Unterhalt können also nur an gemeinnützige Organisationen geleistet werden, nicht jedoch an Gemeinden, welchen für einen derartigen Unterhalt ebenfalls Kosten entstehen. Diese Situation leuchtet mir nicht ein, denn meiner Auffassung nach gibt es fast nichts Gemeinnützigeres als eine Gemeinde. Diese nimmt ausschliesslich öffentliche Aufgaben wahr. Deshalb leuchtet mir diese Rechtslage nicht ein und sie hat natürlich Auswirkungen. Dadurch wird der Anreiz gesetzt, Baudenkmäler von nationaler Bedeutung solchen Organisationen zu übergeben. Dies mag im Einzelfall berechtigt sein. Handelt es sich aber um wichtige, identitätsstiftende Wahrzeichen, will man diese als Gemeinde unter Umständen nicht an eine Aktiengesellschaft oder eine Stiftung übergeben. Dieser Anreiz ist aus meiner Sicht diskutabel.

Ich habe mit einigen gesprochen, welche gesagt haben, dass alle Schleusen aufgingen, wenn kommt, was hier steht, und es in der Folge an Geld fehlte. Ich möchte Sie etwas beruhigen: Natürlich ist das Schloss Thun prominent betroffen. Möglicherweise haben einige von Ihnen die Grafik in der «Berner Zeitung» gesehen, welche darstellt, dass das Schloss Thun das einzige Baudenkmal von nationaler Bedeutung ist, bei welchem null steht, während die anderen zu Recht gute Beiträge erhalten. Als wir im Jahr 2014 über die wiederkehrenden Beiträge aus dem Lotteriefonds an die national geschützten Kulturdenkmäler befanden, hiess es damals bereits im Vortrag, dass künftig unter anderem auch das Schloss Thun unterstützt werden soll. Dieses ist bereits inbegriffen. Man braucht also nicht Angst zu haben, dass – wenn es so wäre – für die anderen keine Mittel mehr zur Verfügung stünden. Dies ist nicht das Ziel dieses Vorstosses und ich würde das auch nicht befürworten. Vielleicht fragen Sie sich, weshalb die Thuner nicht, wie andernorts der Fall, eine Stiftung gründen. Es ist richtig, dass wir diese Möglichkeit hätten. Nun hat uns der Lotteriefonds mitgeteilt, dass es rechtsmissbräuchlich wäre und nicht anerkannt würde, wenn wir eine Stiftung gründeten, nur um Geld zu erhalten. Eigentlich steht uns diese Türe nicht offen. Das führt mich zur Haltung, dass man eine Änderung der Grundlage überdenken sollte.

Nur damit es klar ist: Ich finde es gut und richtig, dass die Schlösser von nationaler Bedeutung Geld erhalten. Für mich ist schwierig zu verstehen, weshalb insbesondere das Schloss Thun nicht von dieser Rechtslage betroffen ist und nichts erhält. Ich nehme die mit Kolleginnen und Kollegen diskutierten Befürchtungen zur Kenntnis und unterbreite Ihnen noch einen Vorschlag zur Güte. Das Lotteriegesetz (LotG) wird im Jahr 2018 ohnehin revidiert werden müssen. Ich denke, dass die eben geschilderte Rechtslage im Zuge dieser Revision auch gleich überdacht und genau angeschaut werden könnte. Ich möchte ebenfalls nicht, dass etwas passiert, was sich jetzt vielleicht nicht überblicken lässt. Mir scheint aber, dass die Situation, wie ich sie geschildert habe, im Rahmen der nächsten Revision geprüft werden kann. In diesem Sinn mein Vorschlag: Ich wandle diese Motion in ein Postulat um und hoffe, dass eine Mehrheit einem entsprechenden Prüfungsauftrag zustimmen kann.

**Le président.** Die Motion ist in ein Postulat umgewandelt worden. Es gibt Mitpostulanten. Zuerst spricht Grossrätin de Meuron von den Grünen.

**Andrea de Meuron, Thoune (Les Verts).** Als der Kanton aus Kostengründen mit dem Verkauf seiner Schlösser begann und der Thuner Stadtrat seinerzeit über den Kauf entscheiden musste, war die Freude bei den Thuner Grünen nicht wirklich gross. Dies nicht, weil wir nicht gerne Schlösser hätten, im Gegenteil: Aus unserer Sicht sollten solche Baudenkmäler von nationaler

Bedeutung unbedingt in öffentlichem Besitz bleiben. Doch was nützt es, ein Schlösschen oder ein Schloss kaufen zu können – ich weiss nicht, ob es ein Schnäppchen ist –, wenn man sich den teuren Unterhalt nicht leisten kann? Dies war der Grund, weshalb wir nicht wirklich erfreut waren, weil es absehbar war. Als wir letztes Jahr im Grossen Rat einen Beitrag aus dem Lotteriefonds an das Schloss Burgdorf sprachen, dachte ich mir: Die machen es clever, indem sie einfach eine Stiftung gründen, sodass das Problem gelöst ist und sie die regelmässigen Beiträge erhalten. Umso befremdlicher finde ich die Argumentation des Regierungsrats, wonach für das Schloss Thun mit der Stadt als Eigentümerin andere Massstäbe gelten sollen. Dass nur gemeinnützige Organisationen grundsätzlich einen Beitrag erhalten, kann ich noch nachvollziehen. Doch Kollege Lanz hat es erwähnt: Ist nicht gerade eine Gemeinde die Mutter aller gemeinnützigen Organisationen?

Mit diesem Postulat verlangen wir eine Anpassung des LotG und dies vor dem Hintergrund, dass man dieses ohnehin revidieren will. Der Zeitpunkt ist also richtig, die Beitragsvergabe an Schlösser, welche sich im Eigentum der öffentlichen Hand befinden, neu zu regeln. Wer Bedenken hat und meint, man öffne hier die Büchse der Pandora, dem kann die Angst genommen werden. Es geht nur um Schlösser, welche im Kanton bereits gebaut und somit bekannt sind. Konkret geht es um genau ein Schloss, nämlich dasjenige in Thun, welches im Gegensatz zu den zehn anderen Schlössern im Kanton keine Unterstützung erhält. Dies ist unverständlich und ungerecht. Deshalb danke ich Ihnen, wenn Sie dieses Postulat unterstützen, mit dem Ziel einer Gleichbehandlung und zum Schutz vor dem Ausverkauf unserer Baudenkmäler!

**Le président.** Ich frage rasch Grossrat Beutler, ob er für die Fraktion oder als Mitmotionär spricht. – Sie sprechen für die Fraktion. Dann gehen wir der Rednerliste entsprechend von oben nach unten vor. Zuerst hat für die FDP-Fraktion Grossrat Costa das Wort. Ich frage zuerst, ob der Vorstoss als Postulat bestritten ist. – Der Regierungsrat dürfte ein Postulat bestreiten. Ich gebe zuerst Regierungsrat Käser das Wort. Hören wir ihm rasch zu.

**Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires.** Das Postulat wird auch seitens der Regierung nicht bestritten. Wenn man die paar Voten gehört hat, sind der unterschiedliche Wissensstand und die Interpretationsbereitschaft interessant. In diesem Kanton sind 39 grössere Schlossobjekte vorhanden. Davon befinden sich 35 im nationalen Inventar, 11 gehören dem Kanton, 13 sind Stiftungen und 14 gehören Privaten – beispielsweise das Schloss Oberdiessbach. Wie mehrmals erwähnt worden ist, haben wir die wiederkehrenden Beiträge für die Schlösser hier im Grossen Rat behandelt und zwar in einer zweiten Etappe. Die erste Etappe wurde von meiner Vorgängerin abgewickelt. Weil der Kanton keine Probleme haben will, wenn eine Schlossstiftung plötzlich finanziell nicht mehr in der Lage ist, heisst es in der Stiftungsurkunde «in einem solchen Fall fällt das Schloss an den Kanton». Dies war seinerzeit der Grund für die Einführung der wiederkehrenden Beiträge aus dem Lotteriefonds (wiBe) unter Regierungsrätin Dora Andres. Im Jahr 2014 wurde das Thema wieder vor den Grossen Rat gebracht. In den wiBe befinden sich 11 Objekte, welche Schlösser sind. Dabei ist auch die Münster-Stiftung. Das Schloss Burgdorf war damals angemeldet, weil es neu war, und auch Thun war angemeldet. Meine Damen und Herren, in diesem Rat stimmte genau eine Grossrätin dagegen, während alle anderen zustimmten! (*Monsieur Burkhalter demande « Laquelle? » – Hilarité.*) Das fällt unter den Datenschutz!

Jetzt existiert ein eidgenössisches Lotteriegesetz, welches auf Bundesebene überarbeitet wird. Auf Bundesebene gibt es das neue Bundesgesetz über Geldspiele, welches sich auf das kantonale Lotteriegesetz auswirken wird. In Artikel 48a LotG steht, dass solche Beiträge gewährt werden, wenn «ausschliesslich gemeinnützige oder wohltätige Zwecke» verfolgt werden. Wenn Herr Grossrat Lanz die Idee einbringt, eine Gemeinde sei per se gemeinnützig, wären so die ganzen Regelungen des Lotteriefonds, des Sportfonds und des Kulturfonds der letzten 20 Jahre ausgehebelt worden. Sie sollten sich gut überlegen, ob Sie dies wollen. Ich habe einmal einen guten Spruch gelernt: «Bei allem was du tust, bedenke das Ende.». Bisher war völlig klar, dass Gemeinnützigkeit und Wohltätigkeit keine Staatsaufgaben sind. Keine Gemeinde muss ein Schloss haben und es betreiben – Keine! Sie könnte aus ihrem Schloss eine Stiftung machen. Es trifft nicht zu, dass wir Thun verboten haben, eine Stiftung zu gründen. Die Gemeinde Thun hat eine sehr komplizierte Konstruktion rund um ihr Schloss. Dieses ist wunderschön und zugleich ist es schwierig. Ein Teil des Gebäudes gehört der Stadt, ein anderer Teil gehört jedoch einem privaten Unternehmer namens Hans-Ulrich Müller. Er engagiert sich.

Und jetzt? Wie gehen wir mit diesem Konstrukt um? Ich fände es eine gute Idee, wenn Herr Lanz die Motion in ein Postulat umwandeln würde. Damit müsste man möglicherweise die Absicht verfolgen beziehungsweise Grossrat Lanz müsste die Absicht verfolgen, sich im Rahmen der LotG-Revision – diese wird sicher auf uns zukommen, wenn das eidgenössische Geldspielgesetz einmal vorliegt – zu überlegen, wie man dieses verändern will. Wissen Sie, die Gemeinnützigkeit und die Wohltätigkeit sind definiert! Deshalb kann man am 29. November um zehn vor sechs nicht eine neue Definition bringen und meinen, diese sei es nun! Diese Definition besteht, und an dieser wird sich auch im Rahmen des eidgenössischen Geldspielgesetzes nichts mehr ändern. Man kann sich aber überlegen, wie man mit den wiederkehrenden Beiträgen im Hinblick auf die nächste Etappe umgehen will. Diese haben wir im Kanton Bern für eine bestimmte Anzahl Objekte im Grossen Rat beschlossen. Wenn die Umwandlung des Postulats in diesem Sinn erfolgt und die Frage angeschaut werden soll, kann ich mich sehr gerne im Namen der Regierung bereit erklären, das Postulat anzunehmen.

**Le président.** Der Motionär hat die Motion in ein Postulat umgewandelt. Die Regierung erklärt sich in diesem Sinn einverstanden, wie dies nun auch im Protokoll festgehalten ist. Ist das Postulat bestritten? – Das ist der Fall. Wir führen also eine Diskussionsrunde.

**Stefan Costa, Langenthal (PLR).** Das Postulat wurde von dort hinten bestritten, weshalb wir eine Diskussion führen. Ich mache folgende Vorbemerkung: Ich hätte auch noch ein Schloss, nämlich das wunderschön an der Aare gelegene Schloss Aarwangen. Wenn es jemand möchte, kann er sich auf jeden Fall über das Amt für Gemeinden und Grundstücke (AGG) bei uns melden! Der Kanton würde es gerne geben! Spass beiseite. Instandsetzung, Unterhalt, Betrieb: Es bestehen sehr viele Auflagen, welche wirklich insbesondere die Gemeinden abschrecken. Ich habe das Gefühl, dass auch wiederkehrende Beiträge aus dem Lotteriefonds wenig ändern würden, zumal die Belastung wirklich hoch ist. Ich sage es nochmals: Wir haben seitens der IG Schloss Aarwangen alles Mögliche versucht, haben aber auch mittels einer allfälligen Stiftungslösung keine Lösung hinbekommen. Anders verhält es sich in Thun. Im Jahr 2006 kaufte die Stadt Thun das Schloss dem Kanton ab und trat ein paar Jahre später Teile davon an eine private Trägerschaft ab beziehungsweise verkaufte diese. Raphael Lanz, mit dem Verkaufspreis und den Baurechtszinsen sind Sie in der Lage, Einnahmen zu generieren und zu verbuchen! Selbstverständlich ist mir auch bewusst, dass dies nicht ausreicht, um den Unterhalt und den Betrieb der übrigen Teile der Immobilie zu unterstützen. Aus dieser Perspektive ist das Anliegen nachvollziehbar.

Weshalb sollen Gemeinden nicht mit wiederkehrenden Betriebsbeiträgen unterstützt werden, wenn dies bei Gemeinnützigen möglich ist? Dies scheint per se nachvollziehbar zu sein. Aber eben, schauen Sie sich dieses LotG und dessen Systematik an! Darin sind grundsätzlich keine wiederkehrenden Beiträge an Institutionen vorgesehen. Damals wurde für die Unterstützung der gemeinnützigen Organisationen eine klar begrenzte Ausnahme gemacht. Was die Ertragsmöglichkeiten betrifft, sind diese am kürzeren Hebel. Deshalb hat der Gesetzgeber eine Möglichkeit für die Unterstützung und den Unterhalt vorgesehen. Regierungsrat Käser hat es angetönt: Der Gesetzgeber hatte natürlich einen Hintergedanken, weil der Kanton den sogenannten Heimfall natürlich nicht will. Ansonsten hätte er keine Devestitionsobjekte ausgeschieden. Diese will er sich nicht plötzlich wieder in die Hosentasche stecken.

Wenn der Kreis der Berechtigten gesetzlich ausgeweitet werden soll, hätte dies aus meiner Sicht weitreichende Folgen. Ich lasse mich nicht so schnell beruhigen! Was ist denn mit den Privaten, wenn diese ihr Schloss zugänglich machen? Hätten diese auch ein Anrecht? A-Objekte in Kantonsbesitz: Müsste man die Mittel aus dem Fonds entnehmen? Und gibt es weitere? Darauf würde ich nicht eintreten. Wir haben in den kommenden Jahren wohl nicht mehr Mittel im Fonds. Also müssen sich mehrere Leute am Tisch den Kuchen teilen, und dieser ist eben gleich gross, sodass die Stückchen für die anderen kleiner werden. Um wie viel werden diese kleiner? Aus diesem Grund möchte die FDP-Fraktion das System so belassen, wie es ist. Wie gesagt, steht es den Gemeinden frei, ob sie eine solche Hütte kaufen wollen oder nicht beziehungsweise ein so schönes, wunderbares Schloss! Es steht den Gemeinden frei, und Thun hat es getan. Ich wiederhole mich. Es gilt einfach zu bedenken, dass der Kauf nur der Anfang ist und der Unterhalt und der Betrieb dann die zwingend darauf folgende Fortsetzung sind. Wir hätten die Motion abgelehnt. Ich kann mir vorstellen, dass einige dem Postulat zustimmen werden, dahingehend, dass im Rahmen der LotG-Gesamtrevision eine Prüfung stattfinden kann.

**Urs Graf, Interlaken (PS).** In einer ausführlichen und gegenüber den Anliegen der Vertreterinnen und Vertreter der Stadt Thun wohlwollenden Diskussion hat sich die SP-Fraktion dieser Motion ganz angenommen. Für uns ist es vollständig unbestritten, dass das Schloss Thun ein herausragendes und historisch sehr wertvolles Schloss darstellt und dass die Gemeinde mit dem Erwerb grosse Verpflichtungen übernommen hat. Die Motionäre möchten, dass die Stadt Thun aus dem Lotteriefonds wiederkehrende Beträge erhalten, um so den Unterhalt des Schlosses mit alimentieren zu lassen. Wie wir ebenfalls gehört haben, ist dies nur durch entsprechende Änderungen der Rechtslage zu erreichen. Dabei ist übergeordnetes Bundesrecht mit zu berücksichtigen. Gemäss den Darlegungen des Regierungsrats ist es schon heute weitgehend so, dass wenn wiederkehrende Ausgaben an gemeinnützige Organisationen geleistet werden, der Lotteriefonds grundsätzlich nur einmalige Investitionen macht. Ob man nun eine Lex Thun schaffen und den Adressatenkreis entsprechend vergrössern soll, darüber muss man sehr wohl nachdenken. Es kann wohl nicht die Aufgabe des Lotteriefonds sein, den Steuerhaushalt von Gemeinden oder sogar des Kantons wiederkehrend zu entlasten. Zudem ist zu berücksichtigen, dass durch die Erweiterung – dies wurde bereits von Kollega Costa erwähnt – der Kuchen für die jetzigen Bezugsberechtigten kleiner würde. Bei sehr vielen Enthaltungen werden vereinzelte Mitglieder unserer Fraktion das Anliegen unterstützen. Wenn die Motion in ein Postulat umgewandelt wird, müssen wir noch sehen, wie wir uns verhalten werden.

**Martin Boss, Saxeten (Les Verts).** Ich habe zuerst an eine Ungleichbehandlung der Stadt Thun gedacht. Bei genauerem Hinsehen ist es doch etwas schwieriger geworden. Vergleicht man die beiden Städte Burgdorf und Thun, bestehen doch Unterschiede. Die Stadt Burgdorf hat das Schloss Burgdorf nie als Eigentümerin in Besitz gehabt; es wurde eine Stiftung errichtet. Hier wird der Zugang zu Beiträgen aus dem Lotteriefonds möglich. Anders verhält es sich in der Stadt Thun. Im Jahr 2006 kaufte die Stadt Thun dem Kanton das Schloss ab. Hat denn die Stadt Thun verkannt, dass sie als öffentlich-rechtliche Organisation keine Gelder aus dem Lotteriefonds beantragen kann? Raphael Lanz hat es vorhin erwähnt: Im Vortrag des Regierungsrats von August 2014 stand, dass dem Schloss Thun Beiträge in Aussicht gestellt würden. Deshalb mutet es gleichwohl eigenartig an, dass die Stadt Thun keine wiederkehrenden Beiträge aus dem Lotteriefonds erhält. Wir haben also zwei verschiedene Ausgangslagen. Die ausführliche Begründung des Regierungsrats, dass die Schnittstelle, wonach wiederkehrende Beiträge aus dem Lotteriefonds ausschliesslich gemeinnützig tätigen Organisationen zustehen und nicht öffentlich-rechtlichen Körperschaften – sprich: Gemeinden –, scheint logisch zu sein. Dennoch besteht aus Sicht der Motionäre beziehungsweise jetzt der Postulanten Klärungsbedarf. Die grüne Fraktion wird das Postulat grossmehrheitlich unterstützen.

**Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD).** Die BDP lehnt diesen Vorstoss als Motion ab; über ein Postulat haben wir in der Fraktion nicht diskutiert. Ich gehe aber davon aus, dass eine knappe Mehrheit der Fraktion das Postulat annehmen wird. Grundsätzlich ist zu sagen, was bereits erwähnt worden ist: Die Stadt Thun hat das Schloss willentlich und wissentlich als Eigentum erworben. Wer A sagt, muss zwangsläufig auch B sagen. Auf der einen Seite muss man sich beim Kauf Gedanken darüber machen, wie man den Unterhalt und allfällige Erneuerungen finanziert. Auf der anderen Seite ist es unschön, wenn die Rechtsform und der Träger eines solchen Kulturobjekts für die Frage massgebend sind, ob aus dem Lotteriefonds wiederkehrende Beiträge geleistet werden oder nicht. Wir halten es durchaus für sinnvoll, wenn wir uns diese Frage einmal im Rahmen eines Gesetzgebungsprozesses durch den Kopf gehen lassen und prüfen, ob ein anderer Modus Vivendi als bisher angewendet werden könnte. Aus diesem Grund gehe ich davon aus, dass etwa die Hälfte der Fraktion dem Postulat zustimmen wird.

**Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl).** Die Rechtslage ist hier glasklar, Herr Käser hat diese erwähnt. Angesichts dieser Situation übergeordneten Rechts und der hinter dem Lotteriefonds steckenden Idee macht es keinen Sinn, ein Postulat zu überweisen, damit eine Überprüfung in der von Kollega Lanz geforderten Richtung stattfinden kann. Bei einer Lex Thun würde nicht gestoppt. Wir haben in Köniz leider ebenfalls ein Schloss zum Schnäppchenpreis gekauft und stehen jetzt auch in der Verantwortung. Das ist ganz klar. Würde man das Gesetz jetzt öffnen, käme zuerst Köniz gefolgt von vielen anderen mehr. In der «Berner Zeitung» vom 10. November war grafisch aufgelistet, welche Schlösser wiederkehrende Beiträge erhalten. Herr Regierungsrat Käser hat nochmals erklärt, wie es damals hier abgelaufen ist. Die einen waren scheinbar weise und sahen

die Auswirkungen voraus, während die anderen sicher gutmeinend waren, und man diese Türe deshalb geöffnet hat. Wenn man jetzt merkt, zu welchen Folgen dies geführt hat, sollte man nicht noch eine Verschlimmbesserung anstreben. Der Sündenfall passierte nämlich dort: Der Lotteriefonds wurde klar für projektbezogene Beiträge konzipiert. Ein Projekt hat einen Anfang und ein Ende. Es gibt viele gute Sachen im Bereich von Sport, Kultur oder der Pfadfinder, die sich aus dem Lotteriefonds finanzieren. Es ist vorhin erwähnt worden: Wenn wir wiederkehrend immer mehr Gelder in Hardware wie Schlösser hineinbuttern, werden die Stücke des Kuchens kleiner, sodass am Schluss nichts mehr für die Software übrig bleibt. Wenn die Schlösser als wiederkehrende Aufgabe irgendwo hingehören, dann ist es in das Budget der Denkmalpflege sowie in die laufende Rechnung und den laufenden Haushalt. Dort haben wir den Fehler gemacht, und jetzt dürfen wir diesen nicht verschlimmbessern. So gesehen stehen die glp und ich voll und ganz hinter der Regierung.

Am Artikel der «Berner Zeitung» vom 10. November hat mich etwas verunsichert, nämlich die auch von Kollega Lanz aufgeworfene Frage der Rechtsmissbräuchlichkeit. Herr Käser hat es erwähnt: Jede Gemeinde ist frei und könnte, wenn sie ein Schloss besitzt, eine Stiftung gründen. Dabei ist es wichtig, dass diese gemeinnützig sein muss. Diesbezüglich stellen sich Abgrenzungsfragen. Wenn man ein Mischkonstrukt beispielsweise mit einer «Beiz» hat, welche eine gewisse Rendite abwirft, sodass man damit ein defizitäres Museum finanziert, stellt sich die Frage, wie dies zu rechtfertigen ist und wann es rechtsmissbräuchlich ist, wenn man nachträglich eine Stiftung gründen möchte. Ich möchte diese Fragen Herrn Regierungsrat Käser noch stellen. Vielleicht kann er zuhänden des Protokolls etwas dazu sagen. In Köniz befinden wir uns momentan in genau dieser Phase. Wir prüfen, ob wir eine Stiftung gründen können. Wenn ich in der «Berner Zeitung» das Zitat von Herrn Galli, eines Mitarbeiters des Lotteriefonds, lese, verunsichert mich dies. Ich wäre froh, eine Antwort zu erhalten. Wenn wir eine Antwort erhalten, Kollega Lanz, haben wir vielleicht sogar mehr erreicht, als wenn wir ein Postulat überweisen und das Anliegen in eine falsche Richtung prüfen. Diesbezüglich haben wir vielleicht einen gemeinsamen Nenner.

**Daniel Beutler, Gwatt (UDF).** Die EDU-Fraktion ist die kleinste Fraktion in diesem Saal und manchmal fehlen uns die Spezialisten für gewisse Fragen. Wenn es um eine Motion ginge, hätte ich etwas Herzklopfen, zumal dieses Geschäft dermassen kompliziert ist, wenn es um die Rechtslage, die Auswirkungen auf die neuen Beiträge und das Aufteilen des Kuchens geht. Das von Raphael Lanz an die Mitmotionäre verschickte Rechtsgutachten hat die Betrachtung nicht unbedingt einfacher gemacht. Zum Postulat dürften die wesentlichen Punkte erwähnt worden sein. Die EDU unterstützt sowohl die Motion wie auch das Postulat.

**Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV).** Für die EVP war in der Vorberatung klar, dass wir die Motion ablehnen. Zudem führte ich letzte Woche ein Gespräch mit Raphael Lanz. Ich liess mir seine Sicht schildern und ging dieser Sache nochmals nach. Eigentlich kam ich zusammen mit meinen Fraktionskolleginnen und -kollegen wieder zum gleichen Schluss, das heisst, dass wir auch das Postulat ablehnen werden. Dies aus folgenden Gründen: Der Vorstoss ist relativ unpräzise formuliert. Klar ist, dass sich die Thuner gegenüber den anderen Schlossbesitzern ungerecht behandelt fühlen und sie deshalb das LotG ändern möchten. Wir wissen jedoch nicht, wo genau das Problem liegt, beispielsweise um welchen Betrag es sich handelt, der zu einem Loch führt. Raphael Lanz hat mir gesagt, es gehe nur um den Donjon und den Schlosshof. Diesbezüglich frage ich mich, wie hoch die wiederkehrenden Kosten dafür sind. Demgegenüber ist die Antwort des Regierungsrats sehr präzise und einleuchtend. Würde das Gesetz geändert, gäbe es viel mehr Berechtigte, was bereits von verschiedenen anderen Leuten erwähnt worden ist. In Bern könnten wir beispielsweise auch noch ein paar schöne Bauten anmelden und diese über den Lotteriefonds laufen lassen. Allerdings müssten wir in der Folge andere Beiträge kürzen, was – vor allem für uns als Kanton Bern – sicher nicht zielführend wäre, wie dies der Polizeidirektor bereits erwähnt hat. Der Lotteriefonds ist kein Goldesel aus dem Märchen, der immer wieder neues Geld hervorzaubert! Auch diese Mittel sind endlich, und wir müssen schauen, wo wir die Prioritäten setzen.

Im Vorstoss heisst es, Thun habe sein Wahrzeichen nicht einer Stiftung überlassen wollen. Ich frage mich auch diesbezüglich, was dieses Argument soll. Eine Stiftung kann ein Wahrzeichen mit ihrem Stiftungszweck mindestens so gut erhalten. Mit der Stiftungsaufsicht ist der Zweck der Stiftung ebenso gut gesichert, wie wenn der Thuner Stadtrat darüber bestimmen kann, ob er den Betrieb des Schlosses so will oder nicht. Der Spardruck und der Steuerwettbewerb sind für uns sicher ebenfalls keine Argumente, welche für eine Änderung des LotG sprechen. Alle Gemeinden

müssen in ihrem Budget Prioritäten setzen, nicht nur jene, welche ein Schloss besitzen. Ich habe mir gestern noch die Mietpreise für den Rittersaal des Schloss Thun angeschaut. Dabei ist mir aufgefallen, dass diese Mieten ziemlich günstig sind. Vielleicht müsste man das Betriebsbudget und das Betriebskonzept überdenken. Ausserdem hat das Schloss Thun einen touristischen Wert. Auch in dieser Hinsicht könnte man vielleicht über die Bücher gehen und nach Synergien Ausschau halten. Wir werden auch das Postulat ablehnen.

**Stefan Hofer, Berne (UDC).** Die SVP-Fraktion unterstützt dieses Postulat grossmehrheitlich, allerdings auch mit Gegenstimmen. Es soll überprüft werden, ob Baudenkmäler von nationaler Bedeutung mit wiederkehrenden Beiträgen aus dem Lotteriefonds unterstützt werden können, selbst wenn sie nicht Eigentümern von gemeinnützigen Stiftungen oder Vereinen gehören. Aus dem Grund, dass die Unterstützung nicht so im Lotteriegesetz verankert ist und auch viele andere Baudenkmäler von Privaten zu Forderungen führen könnten, lehnen einige von uns dieses Postulat ab. Grossmehrheitlich finden wir es aber nicht gerecht, dass jene nicht von den Geldern profitieren können, allein weil sie die falsche Rechtsform gewählt oder diese, wie im Fall Thun, ein Stück weit aufgedrängt erhalten haben. Der Kanton wusste beim Verkauf der Schlösser, dass die Unterhaltskosten einen grossen Kostenfaktor darstellen. Deshalb sind wir der Meinung, dass er prüfen soll, ob die A-Denkmäler ebenfalls Beiträge erhalten sollten.

**Le président.** Wir kommen zum ersten Einzelsprecher. Ich lasse die Rednerliste für etwa eine Minute offen.

**Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR).** Ich gebe einleitend meine Interessenbindung bekannt. Ich bin seit sieben Jahren Präsident des Stiftungsrats Schloss Landshut. Unsere Stiftung erhält ebenso wie jene der erwähnten Schlösser Oberhofen, Hünegg und Schwarzenburg jährlich wiederkehrende Beiträge aus dem Lotteriefonds. Diese Beiträge sind für die Pflege und den Unterhalt des Schlosses Landshut in Utzenstorf bestimmt, welches ein Kulturdenkmal von nationaler Bedeutung ist.

Das Postulat verlangt «im Sinne einer Gleichbehandlung», dass künftig entsprechende wiederkehrende Beiträge auch an die Gemeinden ausgerichtet werden können. Eine Gleichbehandlung, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, setzt voraus, dass vergleichbare Verhältnisse vorliegen. Meiner Auffassung nach ist dies im vorliegenden Fall definitiv nicht gegeben. Weshalb? Thun ist eine Stadt mit rund 44 000 Einwohnern, einem jährlichen Budget von über 300 Mio. Franken und einer ausgebauten Verwaltung. Die Stiftung Schloss Landshut besteht aus einem achtköpfigen Stiftungsrat, welcher für einen Gotteslohn und mit grossem zeitlichen Engagement die Stiftung führt, das Kulturgut pflegt, erhält und möglichst spannende Ausstellungen zu organisieren sucht. Die einzigen Angestellten des Schlosses Landshut sind ein Schlosswartsehepaar. Die uns zur Verfügung stehenden Mittel – exklusive Lotteriefondsmittel – betragen im Jahr 150 000 Franken. Es ist offensichtlich, dass Thun und die Stiftung Schloss Landshut komplett unterschiedliche Institutionen sind. Es ist mir schleierhaft, wie man angesichts dieses Vergleichs das Argument der Gleichbehandlung heranziehen kann.

In der Antwort des Regierungsrats weist dieser daraufhin, dass bei einer Umsetzung der Motion die heute ausgerichteten, wiederkehrenden Beiträge erheblich gekürzt werden müssten. Sollte dieses Szenario eintreten, werden zwei Dinge geschehen. In einer ersten Phase werden die Schlösser ihr Angebot und ihre Leistungen massiv reduzieren müssen. In einer zweiten Phase wird absehbar, dass die eine oder andere Stiftung ihren Betrieb einstellen, die Schlosstüre abschliessen und den Schlüssel beim Amt für Kultur (AK) abgeben wird. Damit wären die Schlösser wiederum beim Kanton, der sie aus den bekannten Gründen nicht haben will. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wollen wir dies wirklich? Ich bin der Meinung, dass wir die begrenzt vorhandenen Mittel dort einsetzen müssen, wo sie am meisten gebraucht werden, und dies ist bei den privatrechtlichen Stiftungen der Fall, welche sehr wenige Ertragsmöglichkeiten haben.

**Le président.** Ich begrüsse eine weitere Gruppe auf der Tribüne und zwar auf Einladung von unserer Grossrätin Madeleine Amstutz. Es handelt sich um Mitglieder des Damenturnvereins Schwanden sowie weitere interessierte Leute aus Sigriswil. Herzlich willkommen und einen schönen Abend! (*Applaudissements*) Ich übergebe das Wort Herrn Regierungsrat Käser.

**Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires.** Ich bin von Herrn Grossrat Brönnimann nach dem Artikel in der «Berner Zeitung» gefragt worden. Wir sind es uns bereits

gewohnt, über die Medien Auskunft zu erteilen. Zu dieser Frage liegt ein Rechtsgutachten der Kanzlei Wenger Plattner vor. Ich lese Ihnen die entsprechende Passage daraus vor: «Indes ist dies das vom Gesetzgeber mit Erlass von Artikel 48a Lotteriegesetz gewollte oder mindestens in Kauf genommene Ergebnis und hier nicht zu hinterfragen. Eine Grenze wäre dort zu ziehen, wo ein Gemeinwesen ihm gehörende Objekte in eine privatrechtliche Trägerschaft auslagert in der alleinigen oder vordringlichen Absicht, dadurch in den Genuss wiederkehrender Beiträge zu gelangen. Ein solches Vorgehen wäre wohl als Rechtsumgehung oder gar als Rechtsmissbrauch zu qualifizieren.» Dies ist die Passage aus dem Rechtsgutachten. Ich bin mir bewusst, dass die Situation für Thun schwierig ist. Dennoch muss ich noch ein paar interessante Ausführungen machen. Sie haben der Antwort der Regierung entnommen, dass die Stadt Thun im Jahr 2010 einen Teil der Gebäulichkeiten des Schlosses für 80 Jahre an die Schlossberg Thun AG ausgelagert hat. Der Kaufpreis betrug 1,6 Mio. Franken. Dies ist zum Beispiel etwas, was das Schloss Landshut nicht tun kann. Deshalb hat der Vertreter des Stiftungsrats des Schlosses Landshut entsprechend argumentiert. Wenn wir für das Schloss Thun eine Sonderlösung bewilligen, indem wir eine Lex Thun schaffen, muss man sich bewusst sein, dass sich ebenfalls das Schloss Schadau im Besitz der Stadt Thun befindet. Und dann? Weiter gibt es ein Schloss in Sumiswald und eines in Belp. So würde es nicht mehr aufhören. Deshalb habe ich zu Beginn, im Rahmen meines ersten Votums, darauf hingewiesen, dass es 39 grössere Schlossobjekte gibt, wovon 35 national geschützt sind. Jene, welche in unseren wiBe-Unterlagen als Stiftungen dargestellt sind und wiederkehrende Beiträge erhalten, erfüllen die Kriterien der Gemeinnützigkeit und der Wohltätigkeit. Ich nehme an, dass die Meinungen gemacht sind. Die Regierung beantragt die Ablehnung dieser Motion. Sie könnte mit einem Postulat leben, aber im Sinne einer «affaire à suivre».

**Raphael Lanz, Thoune (UDC).** Noch zur Frage von Kollega Brönnimann. Wir haben es gerade gehört: Uns ist beschieden worden, dass wir keine Stiftung gründen können. Weshalb sind wir überhaupt auf den Gedanken gekommen, eine Stiftung gründen zu wollen? Dies, weil wir gelesen haben, dass im Vortrag des Burgdorfer Stadtrats stand «Der Kanton zieht es vor, die gesamte Liegenschaft der Stiftung zu Eigentum zu übertragen. Denn damit kann sichergestellt werden, dass die Stiftung alle Voraussetzungen erfüllt, um wiederkehrende Beiträge aus dem Lotteriefonds für den Unterhalt der Schlossanlage zu erhalten.» In Burgdorf wurde also genau deshalb eine Stiftung gegründet, weil der Kanton wiederkehrende Beiträge aus dem Lotteriefonds erwirken wollte. Das finde ich gut! Nur damit es klar ist, ich finde auch das Projekt gut. Uns hingegen haben die Verantwortlichen des Lotteriefonds das gesagt, was jetzt Herr Regierungsrat Käser zitiert hat: «Geht nicht!». Nun sehen Sie das Problem. Wie gehen wir jetzt vor? Nachdem alles nicht gegangen ist, haben wir befunden, dass wir es auf dem gesetzgeberischen Weg versuchen.

Grundsätzlich betrachte ich es wie folgt: Es wurde vieles bezüglich der Rechtspersönlichkeit und so weiter gesagt. Eigentlich müsste es das Ziel sein, dass wir Baudenkmäler von nationaler Bedeutung so gut wie möglich für die Nachwelt erhalten. Dabei spielt es keine Rolle, wem diese gehören. Ich habe sicher grossen Respekt und Achtung vor jenen, welche dies privat und ehrenamtlich tun; nur, damit dies klar ist. Ich sehe durchaus, dass die Situation nicht eins zu eins vergleichbar ist. Ich sage auch nicht, dass wir ebenfalls 480 000 Franken erhalten sollten wie das Schloss Landshut. Man könnte diesen Besonderheiten durchaus Rechnung tragen. Wenn ich in der Zeitung lese, dass wir aus der Kantonsverwaltung den Ratschlag erhalten, unsere Steuern anzuheben, muss ich sagen, dass ich lieber auf derartige Ratschläge des Kantons verzichte. Wir befinden uns in einer etwas schwierigen Situation. Vorhin ist von Thomas Brönnimann auch noch gesagt worden, die Rechtslage sei klar. Von dieser klaren Rechtslage hat man in der Vorstossantwort eben leider nichts gesehen! Grossrat Brönnimann, Sie haben gesagt, übergeordnetes Recht verbiete es. Dies habe ich der Antwort des Regierungsrats nirgends entnommen. Ich schlage Ihnen vor, dass Sie genau wegen dieser Aussage dem Postulat zustimmen, damit wir die Unsicherheit und Unklarheiten bereinigen können. Dadurch wird nicht viel passieren. Ich bitte Sie, dieses Postulat anzunehmen!

**Le président.** Wir stimmen über ein Postulat ab. Wer dieses annehmen will stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

---

Décision du Grand Conseil :

**Adoption sous forme de postulat**

|             |    |
|-------------|----|
| Oui         | 69 |
| Non         | 55 |
| Abstentions | 9  |

**Le président.** Sie haben das Postulat angenommen.